



Académie des sciences d'outre-mer

Islam et démocratie / Fatema Mernissi

éd. A. Michel, 2010

cote : 57.057

Professeure émérite de l'*Institut universitaire de recherche scientifique* de l'Université Mohamed V de Rabat, Madame Fatema Mernissi est une « diva nationale » au Maroc. Élevée dans le harem d'une famille fassie (de Fès), elle connaît les règles de bienséance hiérarchisées et ses recherches sur le terrain de la sociologie (*les Aït Débrouille*), sur le rôle des femmes (Rêves de femmes, Le monde n'est pas un harem), toujours menées avec humour (Etes-vous vacciné contre le harem ?), sont révélatrices du bras de fer actuel dans les sociétés musulmanes entre instrumentalisation politique de la religion et libéralisme tolérant (La Peur modernité) entre machisme et féminisme (Sexe, idéologie et Islam) et entre traditionalisme et modernité (Le harem politique).

L'auteure décrypte bien les régimes médiévaux « *qui utilisent le sacré pour légitimer l'arbitraire* » et pour lesquels, par une interprétation abusive d'un verset coranique qui sous-entendrait qu'« *obéir aux gouvernants est obéir à Dieu !* » Le concept clé de « dictature sacralisée » a fait que les « *présidents de républiques ont un régime aussi long que les rois* » et qu'on assiste à une « *imamisation de la fonction présidentielle* » ! Aux inventions modernes, téléphone, télévision, électricité, on a trouvé des appellations arabes, mais pas au mot « *démocratie* ». Les clercs radicalistes ont renouvelé, après les indépendances, l'Islam des princes et des bourreaux. La peur des libertés individuelles a imposé le refus de « l'Ijtihad » (exégèse moderne), l'exclusion des femmes de la politique ; l'interdiction (très contournée) aux artistes de reproduire le visage humain, et donc l'exil de l'imaginaire !

Pourtant, cet intégrisme politico-religieux tourne à l'ubuesque puisque pour les islamistes, si l'on sépare l'Islam de l'État, plus personne ne croirait à Allah, ce qui voudrait dire que l'Islam, sans la police, n'a rien à offrir ! L'hypocrisie est donc partagée par tous les dirigeants qui ont signé la Charte des Nations Unies, en contradiction avec la Charia, car l'article 18 stipulant que « *toute personne a droit à la liberté de penser, de conscience et de religion* » implique la liberté de changer de religion ou de conviction.

Enfin le budget des pays arabes est en grande partie consacré à l'armement, ce qui développe le chômage et diminue les crédits alloués à l'enseignement, car les diplômés réclameraient des réformes, ce qui se passe aujourd'hui. L'auteure ajoute malicieusement que « *pour avoir une chance de bénéficier des richesses du pétrole, la jeunesse arabe doit émigrer là où les pétrodollars sont investis* » (sic). « *Ma vie est gâchée* », se disent jeunes gens et jeunes filles arabes qui constituent 65 % de la population arabe (0 à 30 ans).

Pour l'auteure du Harem politique, qui dénonce les hadiths (dits du Prophète) misogynes, « *les femmes arabes n'ont pas peur de la modernité car le fait d'être exclue du pouvoir donne à la femme une incroyable liberté de penser* ». En explorant l'univers mental de la femme et de l'homme musulmans tissé par l'héritage traditionnel de l'Islam, la sociologue marocaine met à jour les peurs ancestrales comme les fascinations du monde musulman en général et arabe en particulier. Elle tente de faire éclater les équations mutilantes



Académie des sciences d'outre-mer

telles que : croyance = obéissance, liberté = athéisme. Ainsi rappelle-t-elle que dans les fameux « versets sataniques » les trois déesses préislamiques, Uzza (incarnant la puissance militaire), Manat (la mort) et Allat (l'équivalent d'Ishtar et d'Athéna) exigeaient des sacrifices parfois humains, ce qui aurait entraîné la peur des Arabes pour les femmes. D'où ce concept de danger de la mixité et l'utilisation du terme de « nudité » ('aoura) pour désigner une maison sans défense ou une femme sans hijab. La femme aura toujours servi de bouc émissaire dans les crises politiques ou économiques. Mais aujourd'hui, avec sa récente émergence dans un monde arabe dynamisé par l'internet et les télévisions satellites, elle est amenée à jouer un rôle décisif dans l'ouverture démocratique. La libéralisation de la femme conduira donc à la libéralisation de l'homme. Pourquoi le monde arabo-musulman a-t-il tant de mal à apprivoiser des acquis démocratiques comme l'égalité statutaire des individus, la reconnaissance du pluralisme et la liberté de conscience alors que les contestations politiques (Kharijistes), philosophiques (Mutazilite, Qadirites) et religieuses (Hallaj), ont toujours existé.

Auteur de L'Islamisme contre l'Islam (Paris, La Découverte, 1989) le juge égyptien Mohamed Saïd Achmaoui soutient que « *l'Islam politique est une ossification de la société qui réduit la politique à un combat de chefs et à l'exclusion des masses* ». Or, la Guerre du Golfe de 1991 qui a brisé les tabous de dépendance, d'absence de démocratie, d'impuissance, a conduit vingt ans plus tard aux révoltes arabes en boucle. L'auteure ajoute que la chute du mur de Berlin la même année, avait été suivie dans les médinas. Les mentalités évoluent : lorsqu'Al Jazira demanda aux Talibans si la destruction des Bouddhas de Bamyán était conforme à la tradition islamique, des Ulémas d'Al Azhar rappelèrent que les armées arabes n'avaient pas touché aux sites pharaoniques. Les Talibans en furent discrédités.

Il convient cependant de se demander pourquoi, en 1991, les Arabes paraissaient terrorisés par l'Occident, et qu'à partir de 2003 la peur a changé de camp. Les 7.000 chaînes de télévision arabes en sont-elles responsables, ou les grands Centres de presse des Émirats, Media City ou Internet City de Dubaï ? Pourtant le pétrowahabisme n'est pas tout puissant, La Mecque, centre du monde musulman, est protégée par l'aviation américaine. En 2011, toutes ces interrogations de Fatema Mernissi posent les vrais problèmes.

Christian Lochon